

# *Les partis communistes indochinois après Congrès*

BUI XUÂN QUANG\*

L'année 1986 a été pour les trois pays indochinois, onze ans après la complète communisation de la péninsule, celle de toutes les incertitudes et de tous les dangers. La guerre est toujours présente. Le marasme politique, économique et social est à son comble.

A la recherche de solutions neuves, les dirigeants des trois pays ne sont pourtant pas maîtres chez eux. La tenue des Congrès de partis locaux, nécessaire à la définition des priorités nationales, ne peut ignorer le XXVII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (octobre 1985). Tout est fonction de l'architecture nouvelle des pouvoirs construite autour de Mikhaïl Gorbatchev confirmé comme secrétaire général du PCUS. Entre octobre 1985 et décembre 1986, la fièvre de la préparation des Congrès en Indochine n'a pas atténué cette attitude d'*expectative inquiète et d'attente prudente*. L'enjeu indochinois est tel dans la stratégie orientale de l'URSS d'encercllement de la Chine, de contestation de la puissance américaine et de projection de la puissance soviétique vers l'Asie et le Pacifique, qu'il faut aller pas à pas pour ne pas gaspiller des atouts politiques, militaires et stratégiques patiemment et péniblement acquis (1). Inversement, les Indochinois ont besoin d'en savoir plus sur Gorbatchev pour ne pas miser sur un mauvais cheval à l'intérieur du PCUS.

Non sans raison, on semble laisser se tenir les Congrès respectifs des partis communistes khmer (13-16 octobre 1985) et lao (13-15 novembre 1986) comme des *ballons d'essai*. Conformément à la tactique du ver à soie sur la feuille de mûrier (*tâm an dâu*), on a réglé un à un les problèmes. Par ordre de priorité. L'urgent, c'est le cambodgien. Le plus important, la consolidation de l'emprise vietnamienne sur le devenir

\* Université de Paris X-Nanterre.

(1) Bui Xuân Quang, La difficile rentrée de l'URSS en Asie, *Quotidien de Paris*, 1<sup>er</sup> mars 1987.

indochinois. Le Vietnam, « avant-poste sûr du socialisme en Asie de l'Est » mérite égards et considération. L'organisation des Congrès des trois partis communistes indochinois a respecté ainsi à la lettre ce scénario. Partout prévaut l'impression que les deux *grands* partis soviétique et vietnamien ont solidement *encadré* les deux *petits* « partis frères » cambodgien et laotien.

Les Congrès de partis, en régime communiste, n'ont pourtant rien de neuf ni de spectaculaire. Les jeux sont faits quand se lève le rideau sur ces messes médiatiques servant à faire entériner par l'opinion interne et externe des décisions prises en petit comité. Marchandages, règlements de comptes dans l'appareil du parti se déroulent ordinairement dans le plus grand secret. Seul le report répété et successif de la tenue d'un Congrès, comme dans le cas du PCVN et du PRPL, témoigne de l'âpreté de la lutte entre les clans (2), des déchirements intérieurs dans l'émergence des nouveaux rapports de force et la définition des orientations nouvelles.

Il y a aussi la difficulté d'accorder la pratique avec le discours. Au moment où Mikhaïl Gorbatchev réclame un *new look* tant dans le personnel que dans la politique partisans, les partis communistes indochinois, incapables depuis leur prise de pouvoir de 1975 de se régénérer et de renouveler leurs cadres, ont en somme fait du neuf avec du vieux. Tout en tenant Congrès pour ne pas mécontenter encore plus les populations locales désenchantées par l'incompétence et la gabegie communistes dans la gestion des trois pays indochinois. En douze ans, ces derniers sont devenus économiquement les plus pauvres du monde et politiquement coupés de toute aide et coopération internationales, à la suite de l'invasion du Cambodge par le Vietnam et aux positions intransigeantes des communistes indochinois sur le dossier cambodgien. Celui-ci n'est pas, comme le déclare Hanoi, seulement *irréversible*. Il est surtout *insoluble* dans les conditions actuelles. Les Congrès se sont donc tenus dans le désenchantement, l'incertitude et le non-espoir. Malgré les déclarations apaisantes et les promesses multipliées des dirigeants, le bilan d'après-Congrès n'est guère encourageant. Il y a eu *redistribution des pouvoirs* mais sans changements manifestes et significatifs dans les orientations ou dans la relève des hommes.

## I. — CAMBODGE

Le Cambodge, sous occupation vietnamienne depuis 1978-1979, a été le premier à organiser le Congrès de son Parti communiste. Heng Samrin, rentré au pays grâce aux Vietnamiens en 1978 et installé au pouvoir depuis cette date, a eu besoin de faire le point dans ses rangs après la disparition le 24 décembre 1984 de son Premier ministre Chan Sy à l'âge de

(2) Bùi Xuân Quang, Vietnam ten years after : reflections on a stalemate, *Indochina Report*, n° 2, Singapore, April-June 1985.

50 ans. Le ministre des affaires étrangères Hun Sen (34 ans) le remplace dès le début de 1985 tout en conservant la haute main sur les relations extérieures du Cambodge. Avec la promotion de Hun Sen, ancien Khmer rouge mais protégé des Vietnamiens tout comme le chef de l'Etat Heng Samrin, le clan des *Khmers pro-Hanoi* a en apparence complètement investi les sommets de l'Etat cambodgien. Assurance pour Hanoi d'être entendu et écouté à Pnom Penh dans la mise en œuvre de sa politique « internationaliste » et indochinoise. Mais risque de couper le Gouvernement khmer de tout soutien populaire et de lui enlever toute crédibilité interne et externe. Difficile dilemme.

Important pour les dirigeants khmers, le V<sup>e</sup> Congrès du Parti révolutionnaire du Peuple kampuchéen (PRPK) s'est tenu à côté sinon à l'insu de la population khmère qui s'est sentie peu concernée. Peu ou pas de mobilisation des masses. L'accent est mis sur les problèmes de *sécurité* intérieure et extérieure confiés aux « volontaires et experts vietnamiens ». Parmi les invités du Congrès, la présence d'A. E. Voss, membre du Comité central du PC soviétique et surtout celle de Lê Duân, secrétaire général du PCVN, ont été particulièrement remarquées. 250 délégués dont 25 femmes sont réputés représenter l'Armée, l'échelon central et les 22 comités provinciaux du parti comptant officiellement 7 500 membres mais plus probablement 2 à 3 000. Le manque de cadres compétents et fiables est l'un des écueils majeurs des partis communistes indochinois.

Le Congrès s'est fixé trois tâches essentielles : élire un nouveau Comité central, amender la Constitution et surtout remplir les « obligations révolutionnaires » du Parti khmer selon le rapport politique lu par Heng Samrin. La nécessité de trouver un personnel d'encadrement de qualité est réaffirmée : d'ailleurs, la seule possibilité ouverte aux dirigeants khmers est de miser sur l'avenir. La politique d'extermination menée par les Khmers rouges, l'émigration à l'étranger des éléments les plus qualifiés, le manque d'attrait à rejoindre actuellement le PRPK ne laissent pas au régime en place beaucoup de solutions alternatives : continuer à compter sur les « volontaires et experts » du parti frère vietnamien et attendre la relève des générations montantes. Le parti a ainsi sélectionné et recruté 37 000 jeunes regroupés dans une *Ligue de la Jeunesse*, vivier nouveau et indispensable.

Le Congrès a donc été sans surprise aucune. Autorecrutement et autoreconduction ont, comme dans un jeu de *chaise musicale*, confirmé un certain nombre de cadres dont on se demande par qui d'autre ils pourraient être remplacés. Ils sont tout au plus déplacés vers d'autres postes. Seules la maladie ou la mort peuvent décimer encore les rangs déjà hien éclaircis des responsables. Derrière la façade, la République populaire du Kampuchea est une *maison vide*.

Heng Samrin reste secrétaire général du parti. Hun Sen demeure Premier ministre. Parmi les éliminés de marque, Keo Chanda (ancien maire de Thong Khon), Lim Nai (ancien secrétaire du BP) supplanté par Nguon Nhel (nommé suppléant au Bureau politique et surtout chef de la

municipalité de Pnom Penh), Soy Keo (chef d'état-major général remplacé par Koy Buntha) et Khang Sarim (ministre de l'intérieur et commandant en second des forces armées cédant sa place à Ney Pena). Le Comité central est élargi, comptant désormais 35 membres contre 21 au IV<sup>e</sup> Congrès de 1981. D'ailleurs, depuis ce IV<sup>e</sup> Congrès, le clan des *Khmers viêt-minh* a beaucoup perdu avec l'épuration successive de l'ancien secrétaire général Pen Sovann (décembre 1981), des précédemment nommés et de Chey Saphong, de Lay Samon. Cette vieille garde, pouvant aussi bien gêner la mise en œuvre de la politique vietnamienne actuelle que faire de l'ombre à des pro-Vietnamiens plus récents, doit être éliminée. Pour la première fois, l'équilibre interne au sein du Bureau politique et du secrétariat du Comité central a tourné en faveur d'anciens Khmers rouges reconvertis : sur 11 membres et suppléants du BP, 6 sont de cette tendance contre 2 Khmers viêt-minh, 1 communiste indépendant et 1 non-communiste (avant 1979).

Parmi les *nouveautés*, on peut remarquer la réduction de 8 à 5 des secrétaires du Comité central affectant d'anciens titulaires appartenant à la fraction des *Khmers viêt-minh*. Pour la première fois, le PRPK est doté d'une *Commission de Contrôle* composée de 7 membres appartenant soit au Bureau politique et au Comité central (le président Say Phuthang, Chan Seng et Mme Men Sam-An), soit au seul Comité central (Sim Ka, Say Chhum, Mme Mean Sam-An et El Vansarat). Comme pour d'autres partis communistes, la Commission centrale de Contrôle est l'organe de discipline interne : ici comme ailleurs, elle est chargée de combattre le *négalisme* à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Signe que tout ne va pas pour le mieux. Deux personnes ont connu une ascension remarquable. Ney Pena, ancien chef du parti dans la province de Preach Vihear, est promu au Bureau politique (9<sup>e</sup>) et au Comité central (5<sup>e</sup>) tout en devenant vice-ministre de l'intérieur. Les femmes se voient reconnaître une place importante : Mme Men Sam-An et Mme Mean Sam-An (moins de 35 ans). Ancienne commissaire politique des Khmers rouges, Mme Men Sam-An a non seulement gagné le Bureau politique (7<sup>e</sup>) et le Comité central (4<sup>e</sup>). Elle cumule aussi la vice-présidence de l'Association des Femmes khmères avec la présidence du Département de l'Organisation, du Département de l'Éducation et de la Propagande au sein du Comité central, sans compter sa place à la Commission centrale de Contrôle. Elle a ainsi la haute main sur toute la bureaucratie du Parti et doit être l'unique exception féminine dans le monde communiste à détenir des responsabilités aussi importantes (3).

Ces *replâtrages* (annexe 1) n'apportent rien ou peu à un Cambodge toujours *sous influence* vietnamienne. Les priorités nationales (recons-

(3) Voir les annuaires *Southeast Asian Affairs*, ISEAS, Singapore, 1985 ; *Asian Survey*, 1986 et 1987, Berkeley ; *Current History, Southeast Asia*, April 1987 ; *FEER-Yearbooks*, 1986, 1987 (Hong Kong) et les écoutes radio SWB/BBC (G.-B.) et FBIS/YB (Etats-Unis).

truction politique et économique du pays, réconciliation nationale) restent suspendues à la présence de l'occupant vietnamien. La guerre est toujours là, oscillant entre la guérilla de saison morte et les grandes opérations de police de saison sèche. La population contrainte à déminer le terrain et à édifier des ouvrages stratégiques pour le compte des Vietnamiens subit et souffre. La résistance anti-vietnamienne, certes plus virulente sur le terrain, continue à se disperser entre Khmers rouges (KD = Kampuchea démocratique), Sihanoukistes (ANS = Armée nationale sihanoukhiste) et Son-sanniens (FLNPK = Front de Libération nationale du Peuple khmer). Au gré des slogans mobilisateurs et des sigles multiples des différentes composantes du Gouvernement de Coalition du Kampuchea démocratique (GCKD). Au gré des humeurs du prince Sihanouk, chef de ce Gouvernement, se mettant en congé quand s'éloignent les perspectives de paix. Malgré l'ASEAN (partie prenante au conflit par Thaïlande interposée) qui soutient ce Gouvernement de coalition. Malgré l'ONU où le Kampuchea démocratique détient un siège formel et symbolique. Malgré la communauté internationale inquiète du sort des réfugiés-refusés khmers campant sur la frontière khméro-thaïlandaise. La situation est aux yeux des Vietnamiens *irréversible* : ils ne se retireront du Cambodge en 1990 (après divers reports d'échéances, rotations de troupes et moratoires) qu'en ayant consolidé leur emprise sur l'Indochine et garanti la sécurité interne et externe du bloc indochinois. Le *coma historique* du Cambodge risque d'être prolongé.

## II. — LAOS

Pays enclavé, placé dans une position d'*inconfort* géographique et historique entre Chine, Thaïlande et Vietnam, le Laos a depuis longtemps choisi de se ménager les bonnes grâces de son voisin vietnamien. Dans ces *relations spéciales* formalisées par le traité d'amitié et de coopération signé entre les deux pays dès 1977, il y a comme un *mimétisme obligé* entre le petit Laos et le grand Vietnam. L'année 1985 a été celle des anniversaires, celui des dix ans de prise de pouvoir du Parti révolutionnaire du Peuple laotien (PRPL) et des trente ans de sa fondation. Une grande campagne d'*émulation socialiste* est lancée pour resserrer les rangs autour du noyau dirigeant et pour combattre la morosité ambiante née d'une situation économique mauvaise (le Laos figure avec le Bangladesh parmi les pays les moins avancés du monde). Sans résultats probants avant la tenue du Congrès du PRPL (13-15 novembre 1986), le deuxième depuis 1975.

Les « apprentis révolutionnaires » (4) laotiens ont, comme leurs aînés

(4) Joseph Zasloff et MacAlister Brown, *Apprentice Revolutionaries : the communist movement in Laos, 1930-1985*, Hoover Institution Press, Stanford, 1986, 430 p., ainsi que les ouvrages cités note 3. Et aussi Uthit Pasakhom, *Beyond a soviet-vietnamese condominium : the case of Laos*, *Indochina Report*, n° 1, Singapore, January-March 1985.

vietnamiens, reporté à plusieurs reprises la tenue du Congrès. Les débats préparatoires ont été mouvementés et ont, comme à l'habitude, débouché sur des *compromis* savamment élaborés pour bouger sans se remuer. 303 délégués supposés représenter les 44 000 membres du parti se sont réunis sous la présidence de Phoumi Vongichit et en présence de 19 délégations étrangères dont celles des deux tuteurs du Laos, vietnamien avec Pham Van Dong et russe avec l'envoyé du Politburo Aliyev.

Quelques innovations mineures ont à peine modifié l'allocation des pouvoirs dans le personnel dirigeant lao. Celui-ci a semblé quelque peu déboussolé et comme orphelin après le retrait de la présidence de l'Etat lao du « prince rouge » Souphanouvong pour mauvaise santé et après le décès des deux vétérans du Parti Faidang Lobaliyao (76 ans) et Khamsouk Sai-Gnaseng. Il faut donc continuer à faire confiance à la vieille garde rassemblée autour d'un pro-Vietnamien notoire depuis la fondation du Parti communiste lao, Kaysone Phomvihane (65 ans), confirmé comme président du conseil des ministres et secrétaire général du PRPL.

Le Bureau politique (annexe 2), élargi de 7 à 11 membres et 2 suppléants demeure l'organe de direction suprême, siège des orthodoxes (moyenne d'âge 70 ans). Nouhak Phoumsavan, Phoun Sisapeut et Sisomphon Lovansai, titulaires du BP ont dû céder leur place au secrétariat du Comité central, instance décisionnelle de 9 membres, où les ont remplacés de nouveaux suppléants du BP Oudom Khatti-Gna (secrétaire du parti pour la province de Xieng Khouang), le général Choummali Sai-Gnakon (vice-ministre de la Défense) et Somlak Chanthamat (responsable de la Propagande du parti). Les deux autres nouveaux promus sont le général Sisavat Keobounphan (délégué du parti à Vientiane) et Sali Vongkhamhao (président de la Commission d'Etat du Plan). L'Armée, hiérarchie parallèle au parti, se voit maintenant intégrée et reprise en main dans l'appareil dirigeant du pays. Le Comité central (60 membres dont 5 femmes, 51 titulaires et 9 suppléants) a été aussi élargi, après l'élimination de 15 anciens, pour y inclure les responsables provinciaux du parti et les militaires (11 des titulaires et les 9 suppléants sont des hommes neufs).

Le manque de cadres compétents et fiables impose donc au Laos une triple contrainte : cumul des fonctions partisans et gouvernementales générateur d'abus de pouvoir suivi de purges répétées, nécessité de faire former les dirigeants au Vietnam, voire en Union soviétique, assistance interne et dépendance externe. Le Laos a reproduit à l'identique le modèle vietnamien. La Constitution, en préparation depuis de nombreuses années, n'a toujours pas vu le jour. Les réformes économiques, introduites expérimentalement au compte-gouttes pour ne pas remettre en cause la « ligne juste » du parti, sont par nécessité formelles et dérisoires, plus manœuvres dilatoires que véritables bouleversements. On a adopté un nouveau Plan quinquennal (1986-1990) fortement contesté et corrigé par le conseil des ministres après un premier Plan quinquennal annoncé en 1981 mais jamais mené à terme. Il est d'ailleurs aligné sur le Plan quinquennal viet-

namien, lui-même rattaché aux programmes planifiés de l'URSS et des pays du COMECON.

Plus encore que le Cambodge, le Laos est maintenant un *protectorat* vietnamien. A tous les niveaux et dans tous les domaines, les Vietnamiens doublent et contrôlent le réseau dirigeant lao. Le pouvoir véritable appartient à un *cabinet de l'ombre* (le *PC 38* ou *Cuc C*, Bureau central des Affaires lao) relevant directement du BP vietnamien où des hommes comme Truong Chinh ou le général Chu Huy Mân ont toujours été des spécialistes du Laos. 8 000 conseillers dont 1 000 pour les questions de sécurité et de police, 90 000 hommes de troupe, les divisions d'élite (la 324 B, la C, la 325, les régiments 335 et 178) déployées aux positions stratégiques, notamment à la frontière avec la Chine veillent à la solidité de la « coopération fraternelle lao-viet ». L'institution de *provinces jumelées* dans les trois pays indochinois permet de redistribuer les populations selon le bon vouloir de Hanoi. L'installation de coopérants et de colons vietnamiens au Cambodge et au Laos achève d'homogénéiser un espace de vie sous leur strict contrôle. Rien d'étonnant à l'existence d'un continuel afflux de réfugiés vers la Thaïlande (brouillant encore plus le Laos avec son voisin occidental) et à l'apparition progressive de vives résistances internes.

Cela n'empêche pas Hanoi de dicter encore sa volonté à Vientiane. Et d'imposer les choix soviétiques quand les intérêts soviéto-vietnamiens sont convergents. Tant dans le domaine économique que dans le domaine diplomatique, le Laos, bien pris en main, peut servir de champ expérimental pour introduire un peu de souplesse dans la « gestion socialiste » ou pour renouer contact avec le monde extérieur. On l'a bien vu quand Gorbatchev a souhaité dans son discours de Vladivostok (28 juillet 1986) voir les pays indochinois normaliser leurs relations avec la Chine : le Laos a servi d'éclaireur ou de poisson pilote. En cas d'échec, il est toujours temps de le désavouer. Dans le prochain *Tây Tiên* vietnamien (marcher vers l'ouest) pour gagner de nouvelles terres au communisme indochinois comme dans la stratégie soviétique d'encerclement de la Chine, le Laos est indispensable. A garder sous contrôle et sous influence.

### III. — VIETNAM

Le Vietnam a, comme ses deux voisins, beaucoup investi sur son VI<sup>e</sup> Congrès pour repartir de l'avant. La situation politique, économique et sociale n'a fait que se dégrader depuis la prise de pouvoir en 1975. La victoire a dilué le sens des réalités. Le parti, à son zénith au IV<sup>e</sup> Congrès, celui de la réunification du pays en 1976, a vu se déliter peu à peu sa crédibilité et s'éroder son audience. Les choix ubuesques à ce IV<sup>e</sup> Congrès (socialisation rapide, collectivisation forcée, industrialisation lourde, leadership régional) vont rapidement ramener le Vietnam vers la tension intérieure (contrôle et répression) et la confrontation externe (guerre avec le Cambodge puis la Chine, mauvais rapports avec la communauté inter-

nationale). Double fuite en avant. Le personnel dirigeant réputé jusque-là uni et solidaire se déchire dans les luttes intestines pour capter et garder le pouvoir. Jusque aux portes du VI<sup>e</sup> Congrès, le clan Lê Duân-Lê Duc Thọ, opportunément pro-soviétique, a réussi sa mainmise sur le parti et sur le pays (5). Le V<sup>e</sup> Congrès de mars 1982, en confirmant les orientations fondamentales de 1976, a néanmoins laissé apparaître des *fractures* vives dans les rangs du Parti, *horizontale* au niveau des chefs, *verticale* entre le Parti-Etat et la Nation.

Les dirigeants formés à l'école de la clandestinité et du camouflage des années durant, n'ont pas su dans la gestion du quotidien renoncer au communisme de guerre. A vouloir *nord-maliser* brutalement le Sud du pays, ils se sont vite mis dans un engrenage impossible de répression-réaction. Toute la société civile s'est retrouvée en résistance passive puis active pour survivre en situation de pénurie. Le malaise social s'est ajouté au marasme économique et à l'impasse politique. Le Vietnam exsangue, en panne, a vu se disloquer le consensus national. Dix ans après l'indépendance retrouvée, le Vietnam est en guerre avec ses voisins mais surtout avec lui-même.

Pour aller au VI<sup>e</sup> Congrès, le Parti communiste vietnamien s'est lancé à partir de 1983 dans une série de réformes et contre-réformes, alternant la carotte et le bâton. Comme il n'est pas facile de renoncer aux solutions bureaucratiques orthodoxes, les gérontes du Bureau politique ont pratiqué le système de la *purge généralisée*. *Purge sociale* d'abord en expulsant les réfractaires au communisme soit vers les Nouvelles Zones économiques inhospitalières, soit par l'exil volontaire et tarifé (*boat-people*), soit par la déportation contrainte et taxée (travailleurs « volontaires » envoyés en Sibérie sur le chantier du Baikal-Amour-Magistral ou dans les démocraties populaires). *Purge culturelle* ensuite pour imposer la dominance du parti. *Purge économique* (dévaluation du *dông* de 100 % pour assécher les rares liquidités privées encore en circulation, nouveau système — anarchique et anachronique — de salaires et de prix) pour reprendre en main une situation de plus en plus catastrophique (inflation de plus de 700 %). Les insuccès de cette politique de la *rustine* (improvisations alternant avec rectifications) ramènent la déchirure au sein du parti où la bataille fait rage entre conservateurs durs et réformateurs pragmatiques. La *purge politique* va se rapprocher des cercles intimes du pouvoir. D'autant que les instruments institutionnels (Constitution autoritaire de 1982, Code pénal ultra-répressif de 1986) s'avèrent inefficients pour combattre la crise de confiance des administrés et les « comportements négativistes » des gouvernants. Les autocritiques verbeuses et répétitives ne changent rien aux erreurs commises au nom du centralisme (en réalité despotisme)

(5) Bùi Xuân Quang, Les difficultés structurelles du Vietnam, *Etudes polémologiques*, n° 33, FEDN, 1985/2 ; et Vietnam, plutôt rouges que compétents, *Quotidien de Paris*, 30 avril 1986 ; Le Parti de tous les échecs, *Quotidien de Paris*, 19 décembre 1986.

bureaucratique. Le parti des seigneurs de guerre (nantis de fiefs provinciaux ou chefs de clans), le *Parti des baillis* est devenu le *Parti des faillis*. D'où répression policière accrue au niveau de la population et limogeages répétés des hauts dirigeants de 1983 à 1985. Tout en retardant à maintes reprises la tenue du Congrès.

Dans un Vietnam en pleine dérive, manquant de tout et totalement dépendant des subsides du monde communiste, le parti, angoissé pour son existence et son avenir, cherche à se dédouaner en battant sa coulpe pour les erreurs passées, en désignant des boucs émissaires pour soldes de tous comptes avant Congrès. La plus grande lessive dans les hautes sphères du parti depuis sa fondation a commencé en janvier 1986 avec le renvoi de Trần Phúông, vice-Premier ministre chargé des questions économiques. Ensuite, le secrétaire général du PCVN Lê Duân lui-même, malade et affaibli, est mis sur la touche et remplacé en juin 1986 par son rival de toujours, Truong Chinh (78 ans et responsable des purges sanglantes de 1956). Une seconde charrette encore plus importante emporte Tô Huu (possible successeur du Premier ministre Pham Van Đông), rendu responsable avec 6 autres ministres conservateurs notoires de la faillite économique et du chaos politique. Lê Duân (79 ans) meurt opportunément en juillet et Truong Chinh est confirmé dans son intérim malgré une opposition de plus en plus marquée dans l'opinion publique et à l'intérieur même du parti. L'Armée, jusque-là pilier du régime, est ébranlée par la mort de son chef d'état-major le général Lê Trong Tân alors que ses deux plus hauts dignitaires, les généraux Van Thiên Dung (ministre de la défense) et Chu Huy Mân (commissaire politique de l'Armée populaire vietnamienne) sont menacés d'une disgrâce prochaine.

Le parti, aux abois, a, à l'approche du Congrès, fait mine de donner raison aux pragmatiques pour calmer l'agitation grandissante. Dans le sillage de Nguyễn Van Linh (ancien responsable du parti dans le Sud et limogé au V<sup>e</sup> Congrès pour n'avoir pas su mater un Sud rebelle à la socialisation), on voit réapparaître le clan des « réformistes », des « novateurs sudistes » (Vo Van Kiêt, Vo Chi Công) pour une *nouvelle politique* d'ouverture souhaitée par Moscou. Pour calmer la population de plus en plus impatiente, le retour aux affaires du très respecté général Giap est même envisagé avant le Congrès.

Finalement, le parti, fidèle à sa tactique de reprise en main en douceur, a procédé *par étapes* pour désamorcer l'opposition interne et externe. Le VI<sup>e</sup> Congrès s'est tenu du 16 au 20 décembre 1986. Les changements promis et annoncés n'ont pas eu lieu. Des retouches au sommet témoignent du *compromis à la vietnamienne* (2 pas en arrière pour corriger le pas en avant). Les 1 129 délégués au Congrès représentant un PCVN minoritaire et en position d'assiégé (1 850 000 membres sur une population de 60 millions d'habitants) n'ont pu qu'entériner les choix connus d'avance et les décisions prises à huis clos. Les trois noyaux durs du pouvoir (État avec Truong Chinh, Parti avec Lê Duc Tho, Gouvernement avec Pham Van Đông), ayant perdu toute crédibilité, s'en vont à 80 ans tout en restant

« conseillers suprêmes du parti » pour jouer les Agrippine dans un pays où le respect des Anciens est une règle incontournable. Le parti, enfermé dans ses *mythes* (infaillibilité du parti, supériorité du socialisme, unité de direction) et ses *rites* (direction collégiale, centralisme démocratique et verbiage), tiraillé entre la nécessité du changement et l'incapacité à renouveler ses cadres, s'est livré à un *jeu des 4 coins* où les plus puissants et les plus rapides se sont attribués les sièges.

La composition du Bureau politique (annexe 3) et du Comité central (annexe 4) témoigne de savants dosages pour respecter les nouveaux rapports de force. Le nouveau secrétaire général, Nguyễn Văn Linh (71 ans), homme de compromis et de transition, est entouré au Politburo de *vétérans* du parti (Pham Hùng, Vo Chi Công, Dô Muoi) et d'*orthodoxes* confirmés (Nguyễn Duc Tâm, Trần Xuân Bach, Doãn Khuê). Même en retrait, le clan Lê Duc Tho a pu faire entrer au Bureau politique le général Lê Duc Anh (nommé ministre de la défense) Nguyễn Co Thach (promu vice-Premier ministre et responsable des affaires étrangères) et Mai Chi Tho (frère de Lê Duc Tho et nommé ministre de l'intérieur). Le seul « réformateur » Vo Van Kiêt est solidement encadré au BP et écarté de l'instance centrale et essentielle du pouvoir, le secrétariat du parti. La priorité aurait dû être au renouveau économique, nécessité vitale. Au contraire, l'accent est mis sur « le renforcement de la gestion socialiste », sur « l'alliance stratégique et la coopération totale » avec l'URSS et l'intransigeance dans les affaires indochinoises, notamment sur le dossier cambodgien. Le vœu des Soviétiques de voir les Vietnamiens rétablir le dialogue avec les Chinois n'entame pas la détermination de Hanoi d'achever à son avantage son emprise sur ses deux voisins : le mot d'ordre est *dánh đánh, đàm đàm* (se battre d'un côté, parler de l'autre). Les Résolutions du Congrès sont *fermes* sur tous ces points malgré le *renouvellement et la rénovation* des idées et des hommes annoncés.

La manœuvre de retardement suivante pour combattre la crise de confiance est le remaniement ministériel du 16 février 1987 « sur proposition du Premier ministre Pham Van Đông » et « approuvé par le Conseil d'Etat présidé par Truong Chinh », dont l'effacement au Congrès n'est qu'apparent. 16 ministères semblent être concernés par cette *rotation* de postes où seuls sont évincés Van Tiên Dung (Défense) et Mme Nguyễn Thi Binh (Education). Vo Nguyễn Giap dont on attend qu'il prenne les rênes du Gouvernement continue à être à l'écart. La désignation du nouveau chef de l'Etat et du nouveau Premier ministre est renvoyée à avril 1987 après les élections de la nouvelle Assemblée nationale (annexe 5). En réalité, cette Assemblée nationale (496 députés sur 800 candidats *désignés* par le parti), réunie 2 fois par an pendant quinze jours, n'est qu'une *chambre d'enregistrement*, le véritable Parlement étant le Comité central du Parti. L'épuration des anciens de la Troisième Force d'avant 1975 (Front de Libération nationale, Gouvernement révolutionnaire provisoire) est manifeste : l'ancien président du FLN, président de la précédente assemblée, Me Nguyễn Huu Tho, n'est même pas réélu comme député.

Remplacer un juriste de formation (N. H. Tho) par un général (Lê Quang Dao) à la tête de l'Assemblée nationale montre que les priorités actuelles du Vietnam sont à l'ordre et à la sécurité. C'est sans surprise que cette Assemblée nationale a désigné (17-18 juin 1987) le n° 2 du Bureau politique, Pham Hùng (75 ans, jusque-là ministre de l'intérieur) comme Premier ministre et à la tête de l'Etat (Conseil d'Etat), le n° 3 Vo Chi Công (74 ans), ancien responsable des massacres de civils au Centre-Vietnam pendant l'offensive du Têt 1968. Depuis sa nomination comme secrétaire général (6 mois), Nguyễn Van Linh n'a pas changé grand-chose à un parti retombé dans ses obstinations séniles et ses certitudes médiévales. Changer mais sans bouger.

La présence du n° 2 du Parti communiste de l'Union soviétique, Yegor Ligatchev, au Congrès du PCVN sert à faire entendre le point de vue de l'URSS dans cette partie du monde. Ligatchev a rappelé que l'aide soviétique reste conditionnée à la concession à l'URSS de bases militaires stratégiques (Wattay Noy, Phonsavane, Seno et Songklone au Laos, Kompong Som au Cambodge, Đà Nang et Cam Ranh entre autres au Vietnam) et au non-gaspillage de cette aide économique et militaire. Le ministre des affaires étrangères russe Chevardnadze, dans sa récente tournée en Asie du Sud-Est, l'a rappelé aux trois capitales indochinoises. Et pour mieux enfoncer le clou, Nguyễn Van Linh est appelé à Moscou (18-21 mai 1987) pour souligner la *convergence totale* des points de vue et des intérêts soviéto-vietnamiens dans le maintien de la *pax vietnamica* en Indochine et dans la stratégie soviétique d'encerclement de la Chine et de confrontation de puissance avec les Etats-Unis dans le Pacifique.

L'ensemble indochinois, aujourd'hui paupérisé et craintif dans un environnement régional favorisé par la croissance économique et la stabilité politique, a, face aux défis et aux échéances, le comportement du *hérisson* : se mettre en boule et sortir ses piquants. Après leurs Congrès respectifs, les trois Partis communistes indochinois ont retrouvé les habitudes ancrées depuis des décennies. Ils ne sont ni acteurs ni spectateurs de leur propre destinée, vivant au passé, subsistant au présent et sans perspectives sur l'avenir. Ils sont redevenus, en raison de leur isolement diplomatique, perturbateurs et semi-clandestins de la vie internationale. A moins d'un revirement d'attitude de la communauté des Nations, l'équation de vie proposée aux peuples indochinois va être la résignation anticipée.

ANNEXE 1

V<sup>e</sup> Congrès du PRPK (Parti révolutionnaire populaire kmpuchéen)  
13-16 octobre 1985, Pnom Penh

IV<sup>e</sup> Congrès du PRK  
13-15 n

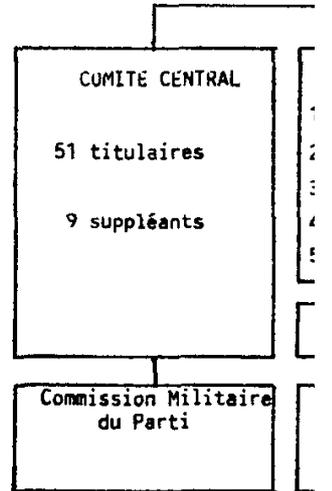
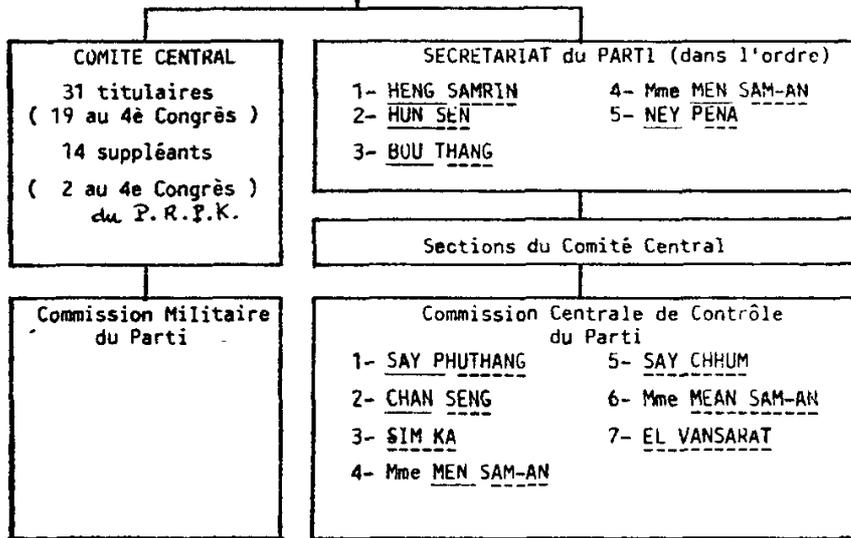
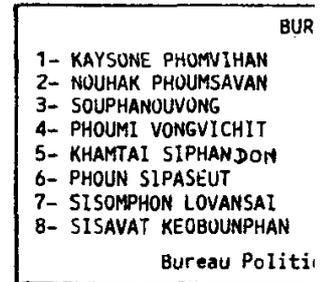
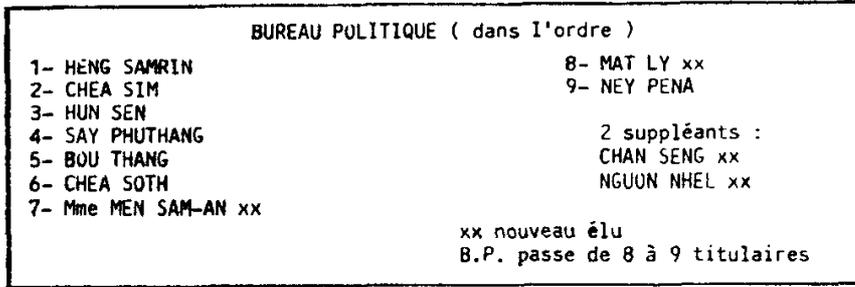
— Membres du B.P.

--- Membres du C.C.

— Membres du B.P.

Sécretaire Général: HENG SAMRIN

Séc



### ANNEXE 3

## VI<sup>e</sup> Congrès du PCVN 15-18 décembre 1986, Hanoï

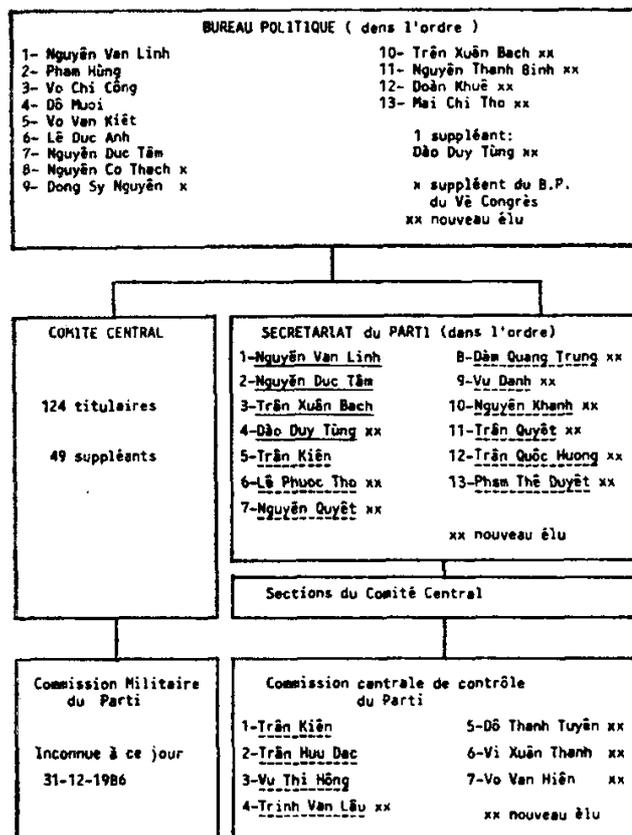
Le Com  
aux 5

---Membres du B.P.

---Membres du C.C.

Variations

Secrétaire Général: NGUYEN VAN LINH



Année	1951 total: 29
Titulaires restants	19 (66%)
Promotions suppléants devenus titulaires	
Nouveaux titulaires	
Suppléants - nouveaux - anciens	10 (34%)
Total membres	766349

Analyse sur  
dura

Année	Catégorie
B.P. & S.C.C. & C.C.C.	
<b>Postes-clés (Parti &amp; Etat)</b>	
- Anciens	
- Nouveaux	
( total )	
<b>Postes secondaires (P.&amp;Et.)</b>	
- Anciens	
- Nouveaux	
( total )	
<b>Militaires</b>	
- Anciens	
- Nouveaux	
( total )	

B.P. Bureau Politique    S.C  
C.C

ANNEXE 5

Nouvelle équipe dirigeante à Hanoi (avril-juin 1987)

ASSEMBLEE NATIONALE (VIII<sup>e</sup> législature)

Président : Le Quang Dao (C.C)

Vice-Présidents : Tran Do (C.C)  
Hoang Truong Minh (C.C)  
Huynh Cuong  
Phung Van Tuu  
Nguyen Thi Ngoc Phuong

Commission judiciaire : Ngo Ba Thanh  
Commission du Plan et des Budgets : Vu Oanh (C.C,SCC)  
Commission Culturelle et d'Education : Tran Do (C.C)  
Commission Scientifique et Technique : Nguyen Dinh Tu (C.C)  
Commission de la Santé Publique et Sociale : Nguyen Thi Thanh  
Commission de la Jeunesse : Vu Mao (C.C)  
Commission des Affaires Etrangères : Nguyen Thi Binh

CONSEIL DE L'ETAT

Président : VO Chi Cong (C.C,BP n.3)

Vice-Présidents : Huynh Tan Phat  
Le Quang Dao (C.C,Pdt. de l'Ass. Nat.)  
Nguyen Quyet (C.C,SCC)  
Dam Quang Trung (C.C,SCC)  
Nguyen Thi Dinh (C.C)

Sécrétaire Général : Nguyen Viet Dung

Membres : Y Ngong Niek Dam Vu Mao (C.C)  
Pham The Duyet (C.C,SCC) Hoang Bich Son (C.C)  
Tran Do (C.C) Nguyen Dinh Tu (C.C)  
Nguyen Xuan Huu (C.C)

CONSEIL DE DEFENSE NATIONALE

Président : Vo Chi Cong (C.C,BP n.3)  
Vice-Président : Pham Hung (C.C,BP n.2)  
Membres : Le Duc Anh (C.C,BP n.6) Nguyen Co Thach (C.C,BP n.8)  
Mai Chi Tho (C.C,BP n.13)

COUR SUPREME POPULAIRE

Président : Pham Hung (C.C)

ORGANE DE CONTROLE SUPREME DU PEUPLE

Président : Tran Quyet (C.C,SCC)

CONSEIL DES MINORITES ETHNIQUES

Président : Dam Quang Trung (C.C)  
Vice-Présidents : Luong An Giang A Pao  
Nguyen nhu Coc Lam Phu K'sor Kron

C.C : membre du Comité Central du Parti  
SCC : membre du Secrétariat du Comité Central  
BP : membre du Bureau Politique

## CONSEIL DES MINISTRES

Président	PHAM HUNG (BP n.2)
Vice-Présidents (1)	VU VAN KIET (BP n.5) (3) NGUYEN CO THACH (BP n.8) (2) DONG SY NGUYEN (BP n.9) (3) VO NGUYEN GIAP (CC) (4) NGUYEN KHANH (CC,SCC) (2) NGUYEN NGOC TRIU (CC) (2) NGUYEN VAN CHINH (CC) (2) DOAN DUY THANH (CC) (2) TRAN DUC LUONG (CC) (2)
Secrétaire Général	NGUYEN KHANH (CC,SCC)
Ministres et Présidents des Comités d'Etat:	
Défense Nationale	LE DUC ANH (BP n.6)
Affaires Etrangères	NGUYEN CO THACH (BP n.8)
Intérieur	MAI CHI THO (BP n.13)
Pdt. du Comité au Plan	VO VAN KIET (BP n.5)
Min. et vice-Pdt. du Comité au Plan	DAU NGOC XUAN (CC)
Pdt. du Comité pour les relations économiques avec l'étranger	VO DONG GIANG
Pdt. du Comité pour les coopérations économiques avec le Laos et le Cambodge	et culturelles DANG THI (CC)
Pdt. du Comité pour les constructions de base	DO QUOC SAM (suppléant au CC)
Pdt. du Comité des Sciences et Techniques	DANG HUU (CC)
Pdt. du Comité d'Inspection	NGUYEN VAN CHINH (CC)
Pdt. du Comité des Prix	PHAN VAN TIEM (suppléant au CC)
Finances	HOANG QUY (CC)
Directeur de la Banque du VN	LU MINH CHAU (CC)
Equipement	HOANG DUC NGHI (suppléant au CC)
Travail,Anciens Combattants,Affaires Sociales	NGUYEN KY CAM (CC)
Construction	PHAN NGOC TUONG (CC)
Transports	BUI DANH LUU (CC)
Mécanique et Métallurgies	PHAN THANH LIEM (CC)
Energie	VU NGOC HAI (CC)
Industries légères	VU TUAN (5)
Agriculture et Industries alimentaires	NGUYEN CONG TAN (CC)
Forets	PHAN XUAN DOT (suppléant au CC)
Hydraulique	NGUYEN CANH DINH (CC)
Produits maritimes	NGUYEN TIEN TRINH (CC)
Commerce Intérieur	HOANG MINH THANG (CC)
Commerce Extérieur	DOAN DUY THANH (CC)
Culture	TRAN VAN PHAC (CC)
Information (nouvellement crée)	TRAN HOAN (CC)
Santé publique	DANG HOI XUAN
Education	PHAM MINH HAC (suppléant au CC)
Université et Enseignements professionnels	TRAN HONG QUAN (suppléant au CC)
Justice	PHAN HIEN

(1) par rapport au remaniement de 16|2|87 :DO MUOI (BP n.4) est éliminé et a intégré le Secrétariat du Comité Central

(2)désigné depuis le 16|2|87

(3)désigné depuis Avril 82

(4)désigné depuis 1976

(5) ancien ministre de l'industrie en 1981,ministre des finances en juin 86, directeur de la revue Hoc Tap en 1960